Loi du 21 décembre 1897

Qui maintient pour sept ans aux administrateurs des communes mixtes, en territoire civil, le droit de répression, par voie disciplinaire, des infractions spéciales à l'indigénat

Art 1^{er}. Les administrateurs des communes mixtes du territoire civil de l'Algérie conserveront pendant sept ans, à partir de la promulgation de la présente loi, à l'égard des indigènes musulmans non naturalisés habitant ces circonscriptions, les pouvoirs de répression par voie disciplinaire, des infractions spéciales à l'indigénat énumérées au tableau annexé à la présente loi (1).

Art 2. Les infractions spéciales à l'indigénat sont punies de peines de simple police. Toutefois, si l'administrateur le juge utile ou si le contrevenant le demande, l'amende ou l'emprisonnement peuvent être remplacés par des prestations en nature imposées au condamné et devant consister en travaux d'entretien ou d'amélioration des voies de communications, fontaines ou puits d'usage public. La valeur en argent de la journée de prestation sera celle du tarif de conversion adopté pour les chemins vicinaux. Chaque journée de travail sera considérée comme équivalant à un jour d'emprisonnement, en tenant compte du temps nécessaire au condamné pour se rendre de sa résidence au lieu où la prestation devra être accomplie. Elle pourra être fournie en tâche.

Art 3. L'administrateur inscrira sur un registre à souche, coté et paraphé, la décision qu'il aura prise, avec indication sommaire des motifs. Extrait dudit registre sera transmis chaque semaine par voie hiérarchique au gouverneur général. Un volant détaché du registre à souche et portant les indications nécessaires sera remis sur le champ à l'indigène puni.

Art 4. Les décisions des administrateurs pourront être attaquées par la voie de l'appel devant le préfet pour l'arrondissement du chef-lieu, et devant le sous-préfet pour les autres arrondissements, lorsqu'elles prononceront des peines d'emprisonnement de plus de vingt-quatre heures ou une amende de plus de cinq francs. L'appel produira un effet suspensif. L'appelant sera toujours admis à présenter en personne sa défense devant les préfets ou sous-préfets.

Art 5. Le préfet ou sous-préfet pourra, si l'appel est fondé, substituer l'amende à l'emprisonnement, réduire et même supprimer la peine. Sa décision, notifiée à l'administrateur, devra être transcrite sur un registre à souche en marge de la décision infirmée.

Art 6. Si l'appel n'est pas fondé, le préfet ou le sous-préfet pourra, en confirmant la décision, infliger une amende de 1 à 5 francs. La notification prévue au deuxième paragraphe de l'article précédent sera également obligatoire.

Art 7. Les infractions visées dans l'annexe de la présente loi pourront être atténuées dans leur définition ou même supprimées par un arrêté du gouverneur général.

Art 8. Un arrêté du gouverneur général, soumis à l'approbation préalable du ministre de l'intérieur, déterminera les délais et formes de l'appel et règlera les conditions dans lesquelles devra s'exercer le pouvoir disciplinaire des administrateurs civils et le droit d'appel devant les préfets et sous-préfets pour assurer le droit de défense et de publicité des décisions

Art 9. Il sera rendu compte, chaque année, aux chambres, par le gouvernement, de l'application de la présente loi.

Tableau annexe

- 1° Propos tenus en public contre la France et son gouvernement ;
- 2° Refus ou inexécution du service de patrouille ou de garde prescrite par l'autorité ; abandon d'un poste ou négligence dans les mêmes services ;
- 3° Refus de fournir, contre remboursement immédiat, au prix du tarif arrêté par le préfet, les agents auxiliaires, les moyens de transport, les vivres, l'eau potable et le combustible aux fonctionnaires ou agents dûment autorisés et accrédités officiellement auprès du chef de la tribu ou du douar, dans les régions désignées tous les ans par un arrêté spécial du gouverneur général. Le tarif des divers objets soumis à réquisition sera, par les soins du chef de la tribu ou du douar, publié et porté à la connaissance des indigènes ;
- 4° Inexécution des ordres donnés en vue de l'application des lois relatives à l'établissement et à la conservation de la propriété. Omission ou retard dans les déclarations d'état civil prescrites par la loi du 23 mars 1882, et inobservation des prescriptions de cette loi concernant l'usage du nom patronymique ;
- 5° Inobservation des décisions administratives portant attribution de terres collectives de culture, après avis de la djemâa consultée ;
- 6° Retard prolongé et non justifié dans le paiement des impôts, soulte de rachat de séquestre, amendes et généralement de toute somme due à l'Etat ou à la commune, ainsi que dans l'exécution des prestations faites en nature ;
- 7° Défaut d'obtempérer sans excuse valable aux convocations des receveurs et répartiteurs des contributions directes et des receveurs des contributions directes à l'occasion de l'assiette et de la perception des impôts ;
- 8° Dissimulation de la matière imposable et connivence dans les soustractions ou tentatives de soustractions au recensement des animaux ou objets imposables ;
- 9° Détention pendant plus de vingt-quatre heures d'animaux égarés sans avis donné à l'autorité ;
- 10° Asile donné, sans en aviser immédiatement le chef de douar, à des vagabonds ainsi qu'à tout étranger à la commune mixte non porteur de permis régulier ;
- 11° Défaut par tout indigène de faire immatriculer, dans un délai de quinze jours, les armes à feu dont il deviendra propriétaire, soit par héritage, soit par acquisition légalement autorisée.
- 12° Habitation isolée, sans autorisation de l'administrateur ou de son délégué, en dehors de la dechera ou du douar ; campement sur des lieux prohibés ;
- 13° Défaut par tout indigène de se munir d'un passeport, permis de voyage, carte de sureté ou livret d'ouvrier régulièrement visé lorsqu'il se rend dans un arrondissement autre que celui de son domicile. Le même permis de départ servira pendant un an sans être visé à chaque. Il sera retiré au détenteur qui en aura fait mauvais usage ;
- 14° Négligence de faire viser son permis de voyage dans les communes où l'on séjournera au moins vingt-quatre heures, sur l'itinéraire suivi, dans un département autre que celui de sa résidence. Négligence de faire viser son permis au lieu de destination. Le permis pourra contenir la dispense de l'obligation de visa sur le parcours de l'itinéraire ;
- 15° Défaut par tout indigène, conducteur de bêtes de somme, de trait ou de monture, ainsi que de gros bétail, destinés à être conduits sur un marché en dehors de la commune, de se munir d'un certificat, délivré sans frais par l'adjoint indigène de la section communale, qui

devra rendre compte immédiatement à l'administrateur, indiquant la marque ou le signalement des animaux dont il s'agit et le nom du propriétaire ;

- 16° Actes de désordre sur les marchés et dans les lieux publics, n'offrant pas un caractère de gravité suffisant pour constituer un délit ;
- 17° Refus ou négligence de faire les travaux, le service ou de prêter le secours dont ils auraient été requis dans les circonstances d'accidents, tumultes ou autres calamités, ainsi que dans les cas d'insurrection, brigandage, pillage, flagrant délit, clameur publique ou exécution judiciaire ;
- 18° Réunion sans autorisation pour ziara ou zerda (pèlerinage, repas public). Réunion sans autorisation de plus de vingt-cinq personnes de sexe masculin. Coup de feu, sans autorisation pour une fête, par exemple : un mariage, une naissance, une circoncision ;
- 19° Ouverture de tout établissement religieux ou d'enseignement sans autorisation ;
- 20° Refus de comparaître après un avertissement écrit devant l'officier de police judiciaire ;
- 21° Négligence ou refus d'envoyer un enfant d'âge scolaire à l'école primaire, quand l'école est située à moins de trois kilomètres, et qu'il n'est pas présenté d'excuse valable.
- 22° Transgression ou inexécution des ordres donné par l'autorité administrative compétente, en vertu d'une loi ou d'un règlement.
- 23° Infraction aux règlements d'eau et usages locaux concernant les fontaines, puits, sources, rivières et canaux d'irrigation indépendamment des amendes et dommages-intérêts encourus pour contravention à la police des eaux.
- 24° Abatage sans autorisation de l'administration, d'un ou plusieurs arbres d'une utilité reconnue, hors le cas prévu par l'article 7 de la loi du 9 décembre 1885 ;
- 25° Refus de fournir les renseignements demandés par les agents de l'autorité administrative ou judiciaire dans l'exercice de leur fonction ; faux renseignements donnés à ces mêmes agents ;
- 26° Bris, détérioration, destruction, enlèvement ou déplacement de jalons, tas de pierre, témoins, signaux topographiques, bornes-limites, placés par l'autorité ou par ses agents.